

Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET)

Allocution du Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

17 mars 2021

Excellence Mesdames et Messieurs les ministres,

Madame la Commissaire de l'Union africaine,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation mondiale de la météorologie,

Monsieur le président de la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie,

Distinguée participants,

Mesdames et Messieurs,

J'ai plaisir à me joindre pour la première fois aux travaux de l'AMCOMET en direct de Maurice.

Ma participation à cette conférence est, pour ainsi dire, tout à fait naturelle : parce que je suis un scientifique et je sais combien il est important de mobiliser l'éducation, la formation, la science et la technologie pour un développement authentiquement durable ; et aussi parce que je suis un insulaire et que je vois et vis concrètement les effets du dérèglement climatique.

Ce qui nous réunit et ce qui est le cœur même de l'AMCOMET, c'est un sujet vital – au sens propre. Il est question de la vie de nos populations face à des aléas climatiques qui sont des menaces réelles, il est question de l'organisation de nos sociétés, de leur résilience, de leur capacité à prévoir, atténuer et gérer les risques.

Ce qui nous intéresse ici, c'est le rôle des services de météorologie et d'hydrologie. Au-delà du cercle des initiés que nous sommes, on sait que le rôle de ces services n'est pas bien compris, tant par les décideurs que par les opérateurs économiques, les populations et même certains partenaires au développement.

Et pourtant, l'Accord de Paris sur le climat a ouvert une nouvelle dynamique de fond dans les relations internationales et la diplomatie mondiale. Comment relever ce défi capital pour notre devenir sans disposer, plus particulièrement dans nos pays en développement d'Afrique, de services météorologiques et hydrologiques plus performants ? Le sujet, c'est la capacité de nos administrations à produire des services climatiques adaptés à nos territoires, à renseigner et accompagner la gestion de secteurs indispensables au développement de nos pays comme l'eau, l'agriculture, la santé, les transports, l'aménagement du territoire ou encore la réduction des risques de catastrophes.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Le défi qui est le nôtre, c'est la montée en puissance de nos services hydrométéorologiques, c'est la modernisation de nos outils de prévisions et d'analyse, c'est le renforcement des cadres juridiques et institutionnels correspondants, c'est notre capacité à mobiliser la science et la technologie pour alimenter la prise de décision, c'est aussi notre capacité individuelle et collective à sécuriser les moyens financiers, techniques et humains nécessaires.

Le défi est grand ; il est en plus à multiple facettes !

Mon propos aujourd'hui est nourri des expériences vécues dans notre région insulaire et africaine, l'Indianocéanie.

Nos îles sont les premières victimes des dérèglements climatiques. Notre région est la troisième la plus à risque dans le monde.

Les corollaires de ces expériences vécues par des milliers d'Indianocéaniens, ce sont la précarité, les risques sanitaires, le déplacement forcé, l'arrêt des activités, les destructions ; en bref, un frein au développement.

Or, les services hydrométéorologiques permettent de prévoir les menaces et leur intensité, d'identifier les zones à risque, de renseigner en amont les services de protection civile.

Bien entendu, il n'est pas que question de risques, il est aussi question d'opportunités. Et elles existent en termes de fournitures de services climatiques pour l'agriculture, la santé ou encore le tourisme.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La Commission de l'océan Indien, la seule organisation régionale d'Afrique spécifiquement insulaire, est résolument engagée à soutenir ses Etats membres dans ce mouvement de renforcement des capacités humaines, matérielles et technologiques des administrations en charge de la météorologie et de l'hydrologie. Dans le même temps, nous promouvons la formation et la production d'outils pour la fourniture de services climatiques adaptés et le suivi de l'environnement marin et côtier.

Nos pays, tous les pays de notre continent, ont un rôle crucial à jouer pour la pérennisation des acquis, la maintenance des technologies et matériels, la formation et la mise à disposition des ressources humaines. Il leur revient de décider de la place et de la contribution que peuvent apporter leurs services météorologiques. C'est une responsabilité importante des Etats. C'est le signe de leur engagement ferme pour l'avenir des territoires et des populations.

Dans notre région, nous bénéficions du soutien apprécié de partenaires pour ces activités qui fournissent un socle utile, quoique méconnu, aux dynamiques nationales et régionale pour le développement durable. Je tiens ici à les remercier, notamment l'Union africaine, l'Organisation des Etats ACP et l'Organisation mondiale de la météorologie, l'Agence française de développement, l'Union européenne ou encore le Fonds vert pour le climat ; ainsi que les institutions avec lesquelles nous collaborons étroitement, l'Association des sciences marines

du Sud-Ouest de l'océan Indien et les instituts en charge de l'océanographie et de la météorologie dans nos Etats membres.

Nos actions, sont en phase avec la stratégie intégrée sur la météorologie de l'Union africaine et les cadres internationaux, dont l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai ou encore le Voie à Suivre de Samoa.

Permettez-moi également de saluer le travail mené par le Secrétariat de l'AMCOMET et le groupe d'experts pour la mise en œuvre de la déclaration d'Abidjan dans le but de renforcer les capacités de nos institutions pour l'accès et l'usage des technologies d'observation de la Terre les plus récentes. Je vous réaffirme ici la disposition du Secrétariat général à vous soutenir et à promouvoir nos objectifs communs à l'échelle de notre sous-région.

Un dernier appel, si vous m'y autorisez : je souhaite que nous nous engagions toutes et tous à cibler davantage encore et surtout à impliquer la jeunesse de nos pays. Il faut 20 à 25 ans pour produire des ingénieurs, des scientifiques, des techniciens. C'est maintenant que nous devons le faire car nous entrevoyons aujourd'hui, dans ce cadre de l'AMCOMET, les besoins de demain.

Je remercie chaleureusement le Secrétariat de l'AMCOMET et l'Union africaine d'avoir permis à la Commission de l'océan Indien de partager l'expérience des marges continentales que sont nos îles. Merci de votre écoute et de la place que vous donnerez à nos Etats insulaires d'Afrique, qu'ils soient de l'océan Indien ou de l'Atlantique, dans vos débats, vos résolutions et vos actions.

Je vous remercie